

64^e Année. — N° 8.
Le Numéro
10 CENTIMES
BUREAUX
ET REDACTION:
Reboul, Grand-Rue, 71
Tourelong, rue Carnot, 33
Abonnement. 3 m. 6 mois 1 an
Belgique. Nord 10.50 15.00 20.00
France 12.00 16.50 21.00
Déliv. postale 18.50 23.00 28.00

OUBLIER, C'EST TRAHIR

SE SOUVENIR, C'EST SERVIR

Journal de Roubaix

JEUDI
8
JANVIER 1920
Les ANNONCES
et les ABONNEMENTS
sont reçus
71, Grande-Rue, Roubaix
33, rue Carnot, Tourelong

Directrice-Propriétaire : Madame Veuve ALFRED REBOUX

M. Clemenceau et l'élection présidentielle. = Un crime à Tourcoing

Ce qu'il reste à régler

Serons-nous officiellement en paix avec l'Allemagne à partir de samedi prochain, ainsi qu'on l'annonçait hier dans les milieux politiques?
On croit savoir que la date de l'échange des dernières signatures ne sera fixée qu'au cours de la prochaine réunion du Conseil suprême. Il ne serait pas impossible que la cérémonie soit lieu samedi : elle est subordonnée à l'accord qu'il reste à conclure entre les commissions techniques sur des questions de détail.

Voici, en effet, d'après des renseignements rigoureusement exacts, où en étaient hier les pourparlers.
La délégation allemande avait acquiescé aux termes du protocole d'armistice, qui demeure sans changement : l'Allemagne consentait, notamment, à nous livrer les cinq croiseurs légers réclamés par M. Leygues.

L'entente était intervenue sur l'affaire de Scapa-Flow. Le gouvernement de Berlin s'engageait à livrer immédiatement à l'Angleterre 102 000 tonnes de matériel naval. Les alliés admettaient, d'autre part, que des erreurs se soient produites dans l'évaluation des capacités économiques de l'Allemagne et dans l'appréciation approximative de ses besoins vitaux : ils consentaient, par conséquent, à se référer à la commission des réparations. En attendant, ils avaient décidé de modifier leurs exigences et de laisser un assez long délai à l'Allemagne pour la livraison du tonnage maritime restant dû et à en diminuer la quantité, à condition que la totalité ne fût pas inférieure à 275 000 tonnes.

Restait à fixer les modalités de la mise en vigueur du traité : transfert des troupes alliées et transmission des pouvoirs officiels dans les pays soustraits à un plébiscite, comme la Silésie. Les Allemands eussent souhaité : 1° Obtenir une réduction des contingents alliés en Silésie (contingents qu'ils sont obligés de nourrir) ; 2° continuer pendant la période du plébiscite la juridiction allemande — au moins dans les fonctions supérieures.

Ce sont ces deux points — et surtout le dernier — qui font encore l'objet de discussions dans les commissions techniques. Il est fort probable, toutefois, qu'ils seront réglés en une ou deux séances.

L'entrée en vigueur du traité entraînera la reprise des relations diplomatiques entre l'Allemagne et les alliés (sauf l'Amérique) tant qu'elle n'aura pas ratifié : elle impliquera également l'exécution immédiate d'un certain nombre de clauses du protocole de Versailles : nous aurons à ce moment l'occasion de juger la loyauté avec laquelle les Allemands ont tenu leurs engagements.

Le traité de paix sera ratifié par le Parlement, vérification des pouvoirs des sénateurs, élection des bureaux de la Chambre et du Sénat.

Mardi 12, reprise des audiences de la Haute-Cour.
Vendredi 16, réunions préparatoires au Luxembourg pour l'élection présidentielle.
Samedi 17, élection, à Versailles, du Président de la République.
Dimanche 22, remise de la démission du cabinet Clemenceau.

INFORMATIONS

LES PRÉSIDENTS DE LA RÉPUBLIQUE
Paris, 7 janvier. — M. Raymond Poincaré a été élu président de la République le 18 février 1919, par 493 voix contre 202 à M. Tardieu.

LES OBSEQUES DE M. PAUL ADAM
Paris, 7 janvier. — Les obsèques de M. Paul Adam ont été célébrées ce matin, à l'église Notre-Dame-de-Grâce à Passy. De nombreuses personnalités du monde politique et littéraire assistaient à la cérémonie.

On remarque notamment MM. Klats, Léon Bérard, G. Leygues, André Tardieu, Paul Deschamps, Lescœur, Léon Bourgeois, le général Mangin.

LES PROCHAINS GRANDS JOURS POLITIQUES

Dimanche 11 janvier : Elections sénatoriales
Mardi 13 : Réouverture des Chambres
Samedi 17 : Election présidentielle
Dimanche 18 : Retraite du Cabinet Clemenceau

Paris, 7 janvier. — La semaine prochaine sera une grande semaine politique :
Dimanche 11 janvier, élections sénatoriales ;
Du mardi 13 au jeudi 15, rentrée du Parlement, vérification des pouvoirs des sénateurs, élection des bureaux de la Chambre et du Sénat ;
Mercredi 14, reprise des audiences de la Haute-Cour ;
Vendredi 16, réunions préparatoires au Luxembourg pour l'élection présidentielle ;
Samedi 17, élection, à Versailles, du Président de la République ;
Dimanche 22, remise de la démission du cabinet Clemenceau.

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

La candidature de M. Clemenceau

Paris, 7 janvier. — Il résulte des renseignements concordants des journaux que si M. Clemenceau n'est pas candidat à l'élection présidentielle, il est certain que la veille de l'élection, les groupes du Sénat et de la Chambre feront une démarche pour lui signifier leur résolution de leur donner leurs suffrages en bloc.
Les journaux sont convaincus que M. Clemenceau n'opposera pas un refus absolu.
Tas un parlementaire ne doute du résultat du scrutin.

Qui succédera à M. Clemenceau ?

CE QUE DIT M. MILLERAND
Paris, 7 janvier. — Une dépêche de Strasbourg relate que M. Millerand a déclaré à M. Froy, député, que rien n'est vrai dans l'information qui prétend qu'il prendrait, le 17 janvier, la présidence du Conseil.

On observe que ce démenti signifie seulement que M. Millerand n'a pas encore été sollicité officiellement par M. Clemenceau.

On relate le bruit que le Cabinet Millerand renfermerait moins de ministres et plus de sous-secrétaires d'Etat.

MM. Loucheur, Clavelle et un ministre non nommé seraient placés à la tête des ministères techniques.

LES QUOTIDIENNES

LE MYSTÈRE DE L'ÉLYSÉE

Ce n'est pas le titre d'un fait-divers émuant, d'un film sensationnel ou d'un roman feuilleton à succès. Le mystère de l'Élysée, c'est tout simplement le point d'interrogation que tout le monde se pose devant l'élection présidentielle prochaine.

Qui tiendra les rênes de l'Etat ? se demande Joseph Prudhomme qui pense toujours au char navigant sur un volcan. Et ses conceptions ont moins de grandiloquence : Qui sera président de la République, le 17 janvier ?

Les candidats aux fonctions de premier ministre du pays sont nombreux ; on en compte cinq, le plus intéressant étant M. Clemenceau qui fait catégoriquement acte de présence.

M. Millerand, président du Conseil jusqu'au 17 janvier, se propose de continuer à exercer ses fonctions officielles et parlementaires jusqu'à cette date. Sa candidature est un fait d'actualité. Les journaux donnent le nom de M. Millerand comme le plus probable.

Un autre candidat est M. Poincaré. Il a été nommé président de la République par le Congrès universel de la République en 1919.

M. Poincaré a été pendant la guerre le chef de file de la droite. Il est considéré comme le plus sûr des candidats à sa place à l'Élysée, pendant la période de reconstruction, de réorganisation, dans laquelle nous sommes entrés avec la paix.

Aussi bien demain qu'hier, il faudra que le chef de l'Etat ait la perception très nette des besoins du pays et qu'il sache prononcer les paroles qui ont dans toutes les circonstances difficiles de la vie nationale une portée immense. Plus que jamais, les Français sentent la nécessité de se savoir conduits vers des destinées nouvelles de leur nation par un pilote à la main ferme et sûre.

Et pour représenter la France devant le monde, ne devons-nous pas souhaiter d'avoir à notre tête, au premier rang, quelqu'un dont la figure soit surplombée du double prestige de l'esprit français et de la gloire ?

Maurice Aubert.

LE CABINET CLEMENCEAU SERAIT DÉMISSIONNAIRE LE 18 JANVIER

Paris, 7 janvier. — On dit que M. Clemenceau remettrait au Président de la République la démission du Cabinet le 18 janvier.

LA PAIX

LE DÉPART DE LA DÉLÉGATION HONGROISE DE BUDAPEST

On mande de Budapest : Le premier groupe de la délégation de paix à quité Budapest a été salué à la gare par le ministre-président, M. Huszar et le député de la Ligue pour la défense de l'intégrité territoriale de la Hongrie.

L'ARRIVÉE À PARIS

Paris, 7 janvier. — La délégation hongroise, ayant à sa tête le comte Apponyi, est arrivée mercredi matin à la gare de l'Est, à 8 h. 20, par train spécial, venant de Budapest.

La délégation, qui, avec son personnel, comprend 66 personnes, a été reçue, sur le

ENCORE UN DRAME CONJUGAL

Un homme tue sa femme d'un coup de revolver à TOURCOING

Il s'enfuit et se constitue ensuite prisonnier à Mouscron. — Les mobiles et les circonstances du crime. — Les déclarations du meurtrier

L'impunité dans laquelle sont restés les nombreux crimes commis depuis un an, dans la région, leurs auteurs étant demeurés introuvables, semble avoir supprimé toute crainte salutaire chez ceux qui se laissent conduire par leurs brutaux instincts.

Deux jours après la douloureuse et stupide tragédie de Mouscron, un homme a tué sa femme d'un coup de revolver.

Le meurtrier est un journalier, Emile Vandewaele, né à Croix le 17 février 1883.

Il avait épousé à Tourcoing, le 24 août 1907, Hortense Merchie, sa victime d'aujourd'hui, née à Watrelos le 11 mai 1884.

De son travail, le ménage vécut d'abord aisément et paisiblement. Deux enfants leur étaient venus, qui succombèrent en bas âge et la mère en demeura unidaire, après avoir subi une grave opération.

Ce fut la mobilisation. Le mari alla rejoindre son régiment en Belgique.

Après l'armistice, en janvier 1919, Emile Vandewaele est demobilisé. Il vient retrouver sa femme qui habite chez ses parents, à Fourcoing, 82, rue de Cambrai.

Mais la bonne entente ne règne plus longtemps dans le ménage : elle est rompue par l'infidélité du mari, disent les uns, par celle de la femme, dit le meurtrier lui-même. Toutefois, un jour, le frère de Mme Vandewaele aurait en la preuve de l'infidélité de son beau-frère. Il en informe sa sœur et l'effection de celle-ci pour son mari se transforme en indifférence.

Vandewaele en ressent un dépit qui lui fait rendre infernale la vie du ménage.

La séparation

Enfin, un jour de novembre, il quitte sa

Menaces de mort

Vandewaele sortit alors des balles de revolver qu'il présenta à sa femme en disant : « Tu vois, c'est pour toi, si tu ne te décides pas à venir avec moi ! »

Mme Vandewaele accueillit cette menace comme une plaisanterie. « Je puis faire mon testament, cria-t-elle à sa sœur en riant. » L'infortunée ne croyait pas, hélas ! son

qual de la gare, par le colonel Henry, chef de la mission militaire française à la Conférence de la paix, entouré d'officiers français, anglais et italiens.

Une centaine de personnes environ, maintenue par un service d'ordre comprenant une cinquantaine d'agents de police placés sous les ordres de l'officier de paix de l'arrondissement, ont assisté avec curiosité à l'arrivée des délégués.

Les membres de la délégation ont ensuite pris place dans un autobus qui les attendait dans la cour de la gare pour les conduire à Neuilly, où ils résideront au château de Madrid.

MM. LLOYD GEORGE ET NITTI SERONT À CALAIS JEUDI APRES-MIDI

London, 7 janvier. — MM. Lloyd George et Nitti, qui accompagnent Lord Curzon, M. Bonar Law, Balfour et Schofield, arriveront jeudi, vers une heure de l'après-midi, à Calais, d'où ils partiront aussitôt par train spécial pour Paris.

LA CLASSE 1920

Paris, 7 janvier. — On dit que le prochain conseil des ministres examinera le projet de loi relatif à l'incorporation de la classe 1920. Ce projet sera posé après dépôt sur le bureau de la Chambre. Une disposition spéciale maintiendrait les sursis d'un an, renouvelables pour les étudiants.

Tentatives pour reprendre la vie commune

Cette séparation ne fut pas longtemps sans peser au mari. Il fit plusieurs tentatives pour reprendre avec sa femme la vie commune.

Le ménage Vandewaele-Merchie

Le meurtrier est un journalier, Emile Vandewaele, né à Croix le 17 février 1883.

Il avait épousé à Tourcoing, le 24 août 1907, Hortense Merchie, sa victime d'aujourd'hui, née à Watrelos le 11 mai 1884.

De son travail, le ménage vécut d'abord aisément et paisiblement. Deux enfants leur étaient venus, qui succombèrent en bas âge et la mère en demeura unidaire, après avoir subi une grave opération.

Ce fut la mobilisation. Le mari alla rejoindre son régiment en Belgique.

Après l'armistice, en janvier 1919, Emile Vandewaele est demobilisé. Il vient retrouver sa femme qui habite chez ses parents, à Fourcoing, 82, rue de Cambrai.

Mais la bonne entente ne règne plus longtemps dans le ménage : elle est rompue par l'infidélité du mari, disent les uns, par celle de la femme, dit le meurtrier lui-même. Toutefois, un jour, le frère de Mme Vandewaele aurait en la preuve de l'infidélité de son beau-frère. Il en informe sa sœur et l'effection de celle-ci pour son mari se transforme en indifférence.

Vandewaele en ressent un dépit qui lui fait rendre infernale la vie du ménage.

La séparation

Enfin, un jour de novembre, il quitte sa

Descente du Parquet

Le parquet, avisé par M. Lenfant, commissaire central, est arrivé à Tourcoing, en automobile, l'après-midi, représenté par M. Flach, substitut de M. le Procureur de la République, M. Delahé, juge d'instruction, M. Flahaut, son greffier, accompagnés de M. Leblanc, commissaire central, et de M. Gabilloud, commissaire de police de l'arrondissement.

M. Delahé a procédé aussitôt à l'interrogatoire des personnes susceptibles de fournir des renseignements utiles à l'instruction notamment de Mme Frédéric Merchie, mère de la victime, qui fut témoin impuissant du meurtre. La malheureuse mère n'a pu que répéter, dit-il, ce que nous avons rapporté. De ses déclarations, il ressort clairement que l'assassin avait prémédité son crime.

Muni de tous les renseignements nécessaires, le Parquet a regagné Lille peu de temps après.

M. le Juge d'instruction Delahé a ordonné le transfert du cadavre à l'Hôpital Civil, où M. le docteur Julien procèdera à l'examen médico-légal.

Mme Vandewaele est la quatrième d'une famille de dix enfants, dont six filles et quatre garçons.

UN CLOCHER S'ECROULE

Tulle, 7 janvier. — Le clocher de l'église de Noailles, près de Tulle, et ébranlé par un accident de personnes. Le magnétique portail qui datait du XII^e siècle s'est effondré.

LA CRISE DU COMBUSTIBLE ORLÈANS N'A PLUS DE GAZ

Orléans, 7 janvier. — Par suite du manque de charbon, la ville d'Orléans est privée de gaz. A l'usine on ne sait encore quand pourra être reprise la distribution. Cinq cents tonnes de charbon sont attendues de Saint-Nazaire.

LE TREMBLEMENT DE TERRE DE MEXICO

Mexico, 7 janvier. — Selon les nouvelles officielles, l'Etat de Coahuila a été détruit par le tremblement de terre de samedi. On compte 2 000 victimes, dont plus de 1 000 tués.

La garnison de Toluca a eu 30 morts et 60 blessés. Il y a 300 morts à Barranquilla, et le niveau de l'eau est monté de 35 centimètres à Barranquilla.

LA DUCHESSE DE VENDÔME A BRUXELLES

Bruxelles, 7 janvier. — Les journaux annoncent l'arrivée, à Bruxelles, de la duchesse de Vendôme, arrivant de Paris. La duchesse a été reçue à la gare par le Roi.

MORT DE M. VALENTIN, ARCHITECTE

Avignon, 7 janvier. — M. Valentin, architecte des monuments historiques, connu pour sa collaboration aux travaux de restauration du Palais des Papes et ses études appréciées sur le fort Saint-André et le monument de Villeneuve-les-Avignon, vient de mourir à Avignon.

L'EXHUMATION DES SOLDATS AMÉRICAINS

Paris, 7 janvier. — Le gouvernement français a consenti à l'exhumation des soldats américains tombés en France en dépit de la séquestration.

DERNIÈRE HEURE

LA PAIX L'ÉCHANGE DES RATIFICATIONS REMIS AU DÉBUT DE LA SEMAINE PROCHAINE

Paris, 7 janvier. — Les conversations se sont poursuivies, aujourd'hui, entre la Commission présidée par le général Le Rond, et la commission présidée par M. Von Simon, en ce qui concerne la juridiction à établir dans les territoires occupés par les troupes alliées. Il semble que ces pourparlers doivent pouvoir se poursuivre encore quelques jours.

En conséquence, la cérémonie de l'échange des ratifications n'est pas envisagée avant le début de la semaine prochaine. Il est possible que le Conseil suprême ne siège pas, jeudi matin, par suite d'une indisposition de sir Crow.

LA QUESTION DE LA SYRIE NE SERAIENT PAS DEFINITIFS

Paris, 7 janvier. — Des précisions ont été publiées dans la presse sur les accords définitifs demandés comme conclus entre le gouvernement français et l'émir Faysal.

Ces informations ne correspondent pas à la réalité. Les pourparlers engagés avec l'émir se sont poursuivis dans un esprit de bonne volonté réciproque et de loyale collaboration.

L'émir Faysal quitte, ce soir, Paris, pour retourner à Damas. Les conversations qu'il a eues avec le gouvernement français ont pu faire comprendre qu'il y avait, de part

Un groupe de dissidents dispersés

Fer, 7 janvier. — De forts groupes de dissidents des tribus Djibala s'étaient rassemblés, à proximité d'Azouz, pour inquiéter les douaniers algériens. Notre artillerie du poste d'Amman, située par une section de montagnes, a bombardé plusieurs villages, dispersant les agitateurs qui, poursuivis par des mitrailleuses, ont abandonné de nombreux cadavres sur le terrain.

La situation des avoués de France

Une démarche près de M. Nail, ministre de la Justice

Paris, 7 janvier. — La commission exécutive des avoués de France, composée de M. Simonnet et Castillard, sénateurs, M. Gaston Vidal, député, vice-président du groupe des combattants de la Chambre des députés, de MM. Lijol et Deschamps, députés, a été reçue, ce matin, par le ministre de la Justice, garde des sceaux, M. Nail.

Le ministre de la Justice, sur l'exposé de la situation très critique faite aux avoués de France et surtout aux mobilisés, aux veuves et aux orphelins de ceux morts pour la France, a promis de surseoir à la rédaction définitive du tarif jusqu'à la réception d'une note contenant le minimum des revendications reconnues justifiées au dessous desquelles la commission exécutive ne saurait d'ailleurs reculer, sans compromettre d'une façon regrettable la situation des avoués de France.

LA SEINE CONTINUE A DÉCROÎTRE

Paris, 7 janvier. — Le sous-secrétaire des Travaux publics communique la note suivante : « Le déversement de la Seine s'accroît. La cote est de 0 m. 11 ce matin, au pont d'Auster-

LES AFFAIRES DE SPÉCULATION

Arrestation d'un charcutier à Saint-Laurent-lez-Mâcon

Paris, 7 janvier. — A la suite d'une enquête faite sur l'ordre de M. Henri Roy, commissaire du ravitaillement, par le service de la répression de la spéculation, une information a été ouverte à Bourg contre le nommé Brailion, charcutier à Saint-Laurent-lez-Mâcon, qui a été écroué le 3 janvier. Brailion, qui avait obtenu du ravitaillement des rations de lard et de saindoux pour être réparties dans le département de l'Ain, avait refusé de faire passer ces denrées en Allemagne sur la rive gauche du Rhin, à des prix très supérieurs à ceux fixés par le ravitaillement.

Une autre affaire à Amiens

D'autres enquêtes concernant des faits de même nature ont été ouvertes par le service de la répression de la spéculation. A la suite d'une de ces enquêtes, une information judiciaire a été ouverte à Amiens contre un sieur Desthède, de cette ville, qui s'est fait attribuer par les magistrats de l'intendance 400 000 quintaux de lard, en déclarant qu'il les destinait au pays libéré. En réalité, cet individu cédait, moyennant un pourcentage, ses bons de cession à un sieur Max Kahn, de Forbach, qui les faisait passer en fraude dans les pays rhénans. Max Kahn et ses complices ont été écroués à la maison d'arrêt de Sarreguemines.

LA CRISE DU COMBUSTIBLE ORLÈANS N'A PLUS DE GAZ

Orléans, 7 janvier. — Par suite du manque de charbon, la ville d'Orléans est privée de gaz. A l'usine on ne sait encore quand pourra être reprise la distribution. Cinq cents tonnes de charbon sont attendues de Saint-Nazaire.

LE TREMBLEMENT DE TERRE DE MEXICO

Mexico, 7 janvier. — Selon les nouvelles officielles, l'Etat de Coahuila a été détruit par le tremblement de terre de samedi. On compte 2 000 victimes, dont plus de 1 000 tués.

LA DUCHESSE DE VENDÔME A BRUXELLES

Bruxelles, 7 janvier. — Les journaux annoncent l'arrivée, à Bruxelles, de la duchesse de Vendôme, arrivant de Paris. La duchesse a été reçue à la gare par le Roi.

MORT DE M. VALENTIN, ARCHITECTE

Avignon, 7 janvier. — M. Valentin, architecte des monuments historiques, connu pour sa collaboration aux travaux de restauration du Palais des Papes et ses études appréciées sur le fort Saint-André et le monument de Villeneuve-les-Avignon, vient de mourir à Avignon.

L'EXHUMATION DES SOLDATS AMÉRICAINS

Paris, 7 janvier. — Le gouvernement français a consenti à l'exhumation des soldats américains tombés en France en dépit de la séquestration.